

GRÈVE ET SIT-IN DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION À BOUIRA

Le bras de fer entre le DE et le Cnapest se poursuit

C'est le pourrissement dans le secteur de l'éducation à Bouira et l'enlissement total après la guerre déclarée entre l'actuel directeur de l'éducation (DE) et le Cnapest-élargi.

Moins d'une semaine après la radiation du professeur Laïdi M'hamed, membre du conseil national du Cnapest, une décision jugée illégale et non fondée par le Cnapest, hier, c'était au tour de deux autres professeurs du lycée de Taghzout d'être traduits devant le conseil de discipline.

A cet effet, et afin de dénoncer «les dépassements clairs et sans

équivoque des textes réglementaires commis par le directeur de l'éducation» et «ses outrages aux articles 166,167 de l'instruction 06-03 du 15 juillet 2006 régissant la loi fondamentale de la Fonction publique et les articles 53,54 et 55 de la loi 90-14 du 2 juin 1990 relative à l'activité syndicale et l'article 65 du décret 82-302 du 9-11-1982 relatif aux relations individuelles de tra-

vail ainsi que le décret 87-04 relatif aux dispositions disciplinaires», le Cnapest-élargi de Bouira a organisé devant la Direction de l'éducation un sit-in auquel se sont joints par solidarité plusieurs représentants du Cnapest de 11 autres wilayas du pays.

Hier, ils étaient des centaines d'enseignants et enseignantes des trois paliers de l'éducation à se rassembler devant le siège de la Direction de l'éducation pour exiger le départ du DE, l'annulation de la décision de radiation du professeur

Laïdi M'hamed et le refus du conseil de discipline non fondé juridiquement qui était programmé pour hier, à l'encontre de deux autres syndicalistes du lycée Taghzout, en l'occurrence Rabhi Saïd et Malek Abdenour.

Durant le sit-in, les membres du bureau de wilaya ont expliqué aux présents les anomalies constatées dans la prise de décision de radiation du professeur Laïdi, ainsi que la méconnaissance par le DE des lois fondamentales régissant le monde du travail.

Après plusieurs heures d'attente, la réunion qui devait statuer sur le cas disciplinaire de ces deux professeurs du lycée Taghzout a été reportée pour cause d'absence d'un membre de la commission paritaire.

Malgré ce report, le Cnapest maintient la pression en exigeant toujours le départ du DE et l'annulation de la décision de radiation prononcée à l'encontre du professeur Laïdi M'hamed. Une marche à partir du siège de la DE jusqu'à la Wilaya est prévue pour jeudi prochain.

Y. Y.

AÏN DEFLA

Un net recul de la lecture

La lecture est l'un des apprentissages essentiels de l'école primaire avec l'écriture et les mathématiques, et le premier but de la scolarité obligatoire, comme cela doit être l'objectif à atteindre dans nos écoles. Si la maîtrise de la lecture vise l'acquisition des connaissances que recèle le livre, outil incontournable, cependant, tout le monde s'accorde à dire que non seulement elle est en net déclin, mais que nos élèves, nos jeunes et même les moins jeunes ne lisent pas, qu'ils lisent mal et plus grave encore, n'ont plus cet engouement pour le beau livre et pour le bon livre.

Par ailleurs, force est de constater qu'en dehors de quelques exceptions, le taux de fréquentation des 39 bibliothèques (une à deux par commune, selon leur importance) reste dérisoire, et qu'on ne se bouscule pas au portillon pour venir «lire». Force est de constater que ces lieux sont aussi devenus des sortes de classes où on y vient pour réviser les cours en période de compositions ou d'examens de fin d'année.

Beaucoup de jeunes, aussi adhérents, viennent dans ces lieux

pour se connecter aux différents réseaux sociaux. Dans une de ces bibliothèques, pour l'expérience, l'accès à ces réseaux a été bloqué quelque temps et le résultat ne s'est pas fait attendre puisque, conséquence immédiate, la fréquentation de ces médiathèques a chuté vertigineusement.

Pendant longtemps, on a prétendu, et même à juste titre, que les gens ne lisent pas parce que les livres sont devenus hors de portée. Cela est vrai surtout si l'on ajoute que les librairies ont disparu du pay-

sage commercial et se sont converties en papeteries et même en fast-foods. Même les étalages des bouquinistes sur certaines places se sont raréfiés sinon ont disparu.

Dans la foulée, ces librairies, qui louaient des livres à des prix très abordables voire dérisoires, se sont éteintes une à une, leurs tenants ayant préféré, pour des raisons qu'on peut expliquer, se livrer au commerce d'accessoires ou de service de téléphonie mobile, entre autres.

Dans de nombreuses demeures, la vaisselle fine a pris la place des livres qui disparaissent ainsi de l'univers immédiat de l'enfant, rompant ainsi le lien entre l'enfant et le livre et par là annihilant le lien affectif avec l'ouvrage et, par extension, avec son contenu, ne laissant place qu'à des images de faïence, de verrerie inerte. Cette rupture affective avec l'univers des livres sera reproduite chez les générations futures

L'excuse de la cherté des livres n'est plus valable puisque, à titre d'exemple, dans chacune des 36 communes de la wilaya de Aïn Defla, une à deux bibliothèques, équipées de livres et pas des moins chers, de mobilier confortable, de matériels informatiques, ont été ouvertes.

Comme la nature a horreur du vide et pour pallier le peu d'engouement pour la lecture des parents soucieux de l'instruction de leur progéniture, pour certains en se saignant à blanc, ou ayant recours au crédit, ont fait l'acquisition d'un ordinateur avec un abonnement ADSL. Sans vouloir soulever de polémique, on peut avancer que l'engouement pour la lecture n'a pas repris pour autant.

Alors, comment relancer le goût de la lecture, rétablir le lien affectif avec le livre et surtout à inculquer à l'enfant le plaisir de lire ? Dans ce sens, la Direction de la culture de

Aïn Defla a ouvert une bibliothèque pour enfants en créant un univers à même de solliciter l'imaginaire de l'enfant, son goût pour le «merveilleux» de l'histoire qui se raconte en tournant les pages du livre.

Il s'agit là d'une initiative à encourager certes mais ce rôle avec ses objectifs doivent s'inscrire dans le cadre des programmes pédagogiques de l'école qui semble avoir failli à sa mission, tout au moins dans ce rôle non seulement d'apprendre mais de développer aussi l'envie d'apprendre par la lecture et par le texte.

Ne dit-on pas que «l'enfant est le père de l'homme ?» Investir dans l'homme commence aussi par développer chez tout un chacun l'amour de la lecture comme moyen d'accès au savoir, au divertissement, au développement de l'esprit d'analyse... A la formation de l'esprit critique.

Karim O.

ILS SEMAIENT LA PEUR DANS LA VILLE

Trois malfaiteurs arrêtés dans la ville des Roses

Au grand soulagement de la population locale, trois redoutables malfaiteurs ont été arrêtés tout récemment à Blida. C'est après une longue filature que les éléments de la Sûreté de wilaya ont pu appréhender les trois mis en cause à bord d'une Peugeot 106. Le véhicule fouillé, les policiers y trouvèrent cinq sabres de grand calibre et des cagoules avec lesquels ils semaient la peur dans la ville. Selon une source, les trois brigands préparaient la casse d'une maison à Blida lorsqu'ils ont été surpris à 3 h du matin par les policiers. Ces derniers, les observaient de loin en train de guetter tout mouvement autour de la villa ciblée. Il faut dire qu'un carnage, nous dit-on, a été évité de justesse surtout que les malfaiteurs ne reculent devant rien pour atteindre leur but.

Présentés devant le juge d'instruction, les trois criminels ont été écroués.

M. B.

Des non-bénéficiaires de logements bloquent les trains et assiègent la mairie de Chiffa

Plusieurs dizaines de citoyens de la commune de Chiffa, à 7 kilomètres à l'ouest de Blida, ont assiégé hier, la commune de Chiffa et bloqué la circulation des trains à l'aide de blocs de pierres pour protester contre la non annulation de la liste de distribution de 80 logements socio-locatifs à Sidi El Madani.

Ces mêmes citoyens avaient auparavant observé un mouvement de protestation pour le même motif et avaient demandé aux autorités publiques d'être impartiaux en matière de choix des bénéficiaires surtout que, soutiennent-ils, des étrangers à la commune de Chiffa figurent dans le quota des 80 logements sur les 240. Aussi, les protestataires ont demandé à ce que le nombre de logements soit augmenté à 130 au lieu de 80 afin de faire bénéficier le maximum de demandeurs.

M. B.

CRAIGNANT L'EFFONDREMENT DE LEURS MAISONS

Des familles s'installent sous des tentes à Blida

Les dernières chutes de pluie qui se sont abattues sur Blida ces deux dernières semaines, ont causé la fissuration des murs de plusieurs maisons, obligeant leurs propriétaires à dresser des tentes dans le patio de leurs bâtisses par peur de les voir s'effondrer sur leurs têtes.

A la cité dite Sidi Abdelkader, au cœur de la ville des roses, c'est carrément l'écroulement du mur d'une maison abritant trois familles qui a été constaté tout récemment. Ces dernières se sont vues contraintes, pour la sécurité de leurs enfants, de planter une guitoune pas loin de leur habitation et y passer les nuits en attendant une solution de la part des autorités concernées.

Sur un autre plan, plus de dix familles habitant un immeuble, sis, à la rue Tayeb Djoughali à Blida vivent dans la crainte et l'angoisse car l'édifice menace ruine surtout que les services du CTC ont insisté sur l'urgence de faire évacuer les occupants de ce bazar qui a été lourdement affecté suite au séisme de 2003.

Vu l'état de vétusté avancée de cet immeuble, ces derniers ont étayé les murs avec des poutres en bois, mais ceci ne garan-

tit pas leur sécurité. Ils attendent toujours leur évacuation, celle-là même qui tarde à venir.

Dans le même contexte, un autre immeuble situé à la rue des martyrs à Blida et connu sous le nom de bazar Saoudi, risque à tout moment de s'effaler. Son propriétaire a alerté les autorités locales quant à cette éventualité et a peur pour la vie de la dizaine de familles qui y habitent. Il faut dire que son insistance pour les faire évacuer avant qu'il ne soit trop tard n'a trouvé aucun écho auprès des responsables.

Par contre, le chef de daïra et le président de l'APC de Ouled Yaïch viennent de déloger six familles d'un bâtiment menaçant ruine et situé à la cité des 1 024 logements.

Cet immeuble a fait l'objet d'une explosion à la bombe en 1996. Les autorités avaient reloué à cette époque les 20 familles qui y habitaient mais un an plus tard, six autres ont occupé indûment les lieux. Ces dernières viennent de bénéficier de logements décentes à la cité Diar El Bahri à Beni Mered.

Afin d'éviter que d'autres personnes viennent occuper de nouveau cet immeuble, une décision de sa démolition a été prise par les autorités, a-t-on appris de sources proches de l'APC de Ouled Yaïch.

M. B.